



Une rupture profonde s'impose !

La rentrée sociale revêt un caractère inédit : aux conséquences humaines de la crise sanitaire, s'ajoutent des mesures régressives portées par le Gouvernement. Celles et ceux qui travaillent et produisent les richesses, les salarié.e.s qui ont été particulièrement exposé.e.s et mis à contribution pendant le confinement, sont les premiers à payer quand les employeurs annoncent licenciements et délocalisations. Dans le même temps, le versement des dividendes des actionnaires est maintenu et même, de nouvelles exonérations de cotisations sociales et des baisses d'impôts sont exigées !

Préparée sans réelle prise en compte de la situation sanitaire et sans moyens supplémentaires, la rentrée scolaire et universitaire inquiète les élèves, les familles et les professionnels, cela dans le cadre d'un protocole sanitaire ministériel extrêmement flou et sans cesse remis en cause.

Nous exigeons la mise à disposition gratuite de masques en quantité suffisante à l'ensemble des collégiens, lycéens et étudiants et pour l'ensemble de la population. Il revient aux employeurs de prendre en charge les mesures de protections individuelles et collectives par la distribution gratuite de masques adaptés (masques FFP2 ou FFP3, transparents, ...) en quantité suffisante.

La réduction du temps d'exposition est également nécessaire : il faut discuter de l'organisation, des conditions de travail et de la réduction du temps de travail !

Les organisations syndicales et de jeunesse affirment ensemble que la priorité doit être donnée à la préservation et à la création en nombre d'emplois stables et qualifiés. Sortons de la précarité en particulier des jeunes travailleurs, des étudiants. Leur protection sociale passe par la réduction du temps de travail sans perte de salaire, par le développement des services publics et des industries nécessaires aux besoins en biens et services, et par la prise en compte de l'urgence écologique.

Nous exigeons l'augmentation des salaires, des traitements, des pensions et des minimas sociaux. Il est également temps d'en finir avec les aides publiques de toute nature dont bénéficient de grandes multinationales sans contrepartie ni contrôle d'utilisation.

Nos organisations condamnent toute nouvelle régression en matière de retraite et de protection sociale programmées notamment par le Gouvernement au détour du projet de loi de finances de la sécurité sociale (création de la cinquième branche, augmentation de la CSG, etc. ...). L'urgence sociale impose aujourd'hui de préserver notre système intergénérationnel et d'envisager une protection sociale professionnelle tout au long de la vie, des années d'études à la retraite en passant par la vie professionnelle.

Nous exigeons des mesures de transformation profonde en rupture avec les politiques économiques et sociales actuelles. Un énième « plan de relance » qui ne remettrait pas en cause ces politiques, ne pourrait conduire qu'à une aggravation de la crise sociale, économique et écologique. C'est pourquoi nous appelons à la lutte contre la précarité et la pauvreté, à la hausse des salaires, au développement des services publics, à l'abandon définitif de la réforme des retraites.

Face à ces revendications justes, équitables et réalisables, le gouvernement et le législatif opposent toujours les mêmes rengaines : chantage à l'emploi, allongement du temps de travail, baisse des salaires, « accord de performance » et activité réduite pour le maintien en emploi (ARME) ! Le gouvernement met en avant son arsenal pour détruire massivement les emplois, le droits des salarié.e.s et leurs conquises sociaux, au profit des politiques patronales mortifères.

En Charente, des entreprises comme Leroy Somer-NIDEC, Verallia ou encore Schneider Electric pour ne citer qu'elles, commencent à ressentir les effets de l'opportunisme de leur direction qui utilise la pandémie pour réduire les effectifs. De même les services publics dont la nécessité a été démontrée au plus fort de la crise sanitaire, font l'objet de plans de financiarisation et de déflation de fonctionnaires.

Avec la retraite par point et la casse de l'assurance chômage, Macron et les siens s'acharnent à vouloir maintenir un vieux monde rétrograde pour satisfaire les intérêts des actionnaires au détriment de l'intérêt des salarié.e.s, retraité.e.s et privé.e.s d'emplois, tandis que 60 milliards d'euros sont versés en dividendes en 2019 par les entreprises du CAC 40, 90 milliards d'euros d'exonérations de cotisations sociales patronales et cadeaux fiscaux en tout genre par an aux entreprises ! C'est au nom du sacro-saint profit que des milliers de salarié.e.s, sont sacrifié.e.s, que des milliers de familles sont plongées dans la misère et que la précarité est imposée comme avenir à la jeunesse.

Les organisations CGT, FSU, Solidaires de la Charente appellent à faire de la journée du **jeudi 17 septembre** une première journée de grèves et de mobilisation :

- ▶ RDV 11h30 devant l'entreprise NIDEC Leroy-Somer à Sillac [Rue Marcellin Leroy]
- ▶ RDV à 17H30 devant le BNIC à Cognac

Retrouvons-nous pour échanger sur la situation, sur la nécessité de se mobiliser et sur ce que nous voulons vraiment pour demain.